

# Service des affaires institutionnelles, des naturalisations et de l'état civil / DIAF

Loi sur les langues officielles et la promotion du  
bilinguisme



## Rapport complet de l'évaluation

Informations générales .....	page 2
Synthèse .....	page 4
Évaluation des critères .....	page 5
Check-list gestion de projet .....	page 8
Références .....	page 9



# Informations générales

## Porteur de projet

---

Monsieur  
Christophe Maillard  
christophe.maillard@fr.ch

Etat de Fribourg  
Chef de Service  
Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts  
Service des affaires institutionnelles, des naturalisations et de l'état civil  
Rte des Arsenaux 41

Monsieur  
Samuel Russier  
samuel.russier@fr.ch

Etat de Fribourg  
Secrétaire général  
Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts  
Secrétariat général  
Ruelle Notre-Dame 2

## Informations sur le projet

---

### Description

Détermination de la ou des langues officielle-s (français / allemand) des corporations publiques sur le territoire cantonal et promotion du bilinguisme français / allemand.

### Contexte

Mise en oeuvre de la Constitution cantonal de 2004

### Objectifs

Le projet de loi sur les langues officielles et la promotion du bilinguisme a pour but de mettre en œuvre les prescriptions du droit international (Charte européenne des langues régionales ou minoritaires ; Convention-cadre pour la protection des minorités nationales), de la Cst (art. 18 et 70 Cst) et de la nouvelle Constitution cantonale (art. 6 et 17 Cst). Il s'agit notamment de concrétiser les objectifs et principes suivants :

- Sauvegarder et promouvoir l'existence et la diffusion des langues nationales du canton dans le respect de leur répartition traditionnelle ;
- Définir les principes d'utilisation des langues officielles dans les communes, les associations de communes et les districts.
- Renforcer le bilinguisme en tant que caractéristique essentielle du canton, notamment par des aides financières aux communes qui se donneront deux langues officielles ;
- Consolider et promouvoir, individuellement et institutionnellement, la prise de conscience et la mise en oeuvre du bilinguisme cantonal.

La mise en oeuvre de ces objectifs devrait se réaliser selon les principes suivants:

- Une réglementation aussi succincte que possible ;
- L'acceptation de la part des personnes concernées ;
- Une mise en œuvre pragmatique du principe de territorialité, soit conformément à l'ancrage actuel et traditionnel des langues dans le canton de Fribourg, en tenant compte prioritairement de l'avis des citoyennes et citoyens directement concerné-e-s ;
- Le respect de l'autonomie communale, en ne la limitant qu'aux fins d'assurer la répartition traditionnelle des langues au niveau cantonal ;
- Le respect des décisions antérieures des communes ;
- L'exclusion des domaines spécialisés, tels ceux des écoles, de la culture ou de l'administration de la justice.

## Motif de l'évaluation

Boussole 21

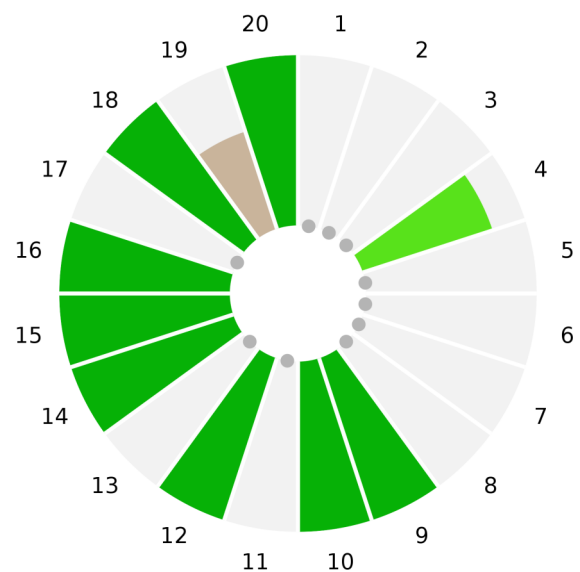


# Synthèse

Le projet est parfaitement conforme à la Stratégie de développement durable 2021 – 2031 de l'Etat de Fribourg, essentiellement sous les angles sociaux et économiques. Sa mise en œuvre permettra de remplir nombre de ses objectifs, et par là une part importante de cibles phares déterminées à cet égard. On pense par exemple ici au cadre de vie et à l'espace public, à la création de conditions cadres favorables au développement économique, à la compétitivité et à l'innovation. Le projet exercera également une influence très bénéfique sous l'angle de l'égalité des chances et de la formation. Enfin, sous l'angle de la gouvernance, sa réalisation assurera la mise en place de politiques publiques cohérentes concernant les langues officielles et les droits y relatifs de chacune et de chacun.

Il ne déploie par contre aucun résultat sur les aspects environnementaux du développement durable.

1. Mobilité	●	11
2. Utilisation du sol	●	11
3. Qualité de l'air extérieur et intérieur	●	11
4. Cadre de vie et espace public	●	11
5. Énergie	●	7
6. Changements climatiques et risques	●	13
7. Diversité biologique et espace naturel	●	15
8. Qualité du sol et de l'eau	●	6
9. Création de richesse	●	8
10. Conditions cadre pour l'économie	●	9
11. Résilience économique	●	8
12. Compétitivité de l'économie et innovation	●	9
13. Consommation de ressources	●	12
14. Formation et éducation	●	4
15. Égalité des chances	●	10
16. Cohésion sociale	●	10
17. Santé et prévention	●	3
18. Culture, sport et loisirs	●	3
19. Gestion publique	●	16
20. Gouvernance et partenariat	●	16



Légendes

- Défavorable
- Défavorable avec points favorables
- Moyen
- Favorable avec réserves
- Favorable
- Pas concerné
- À approfondir

# Évaluation des critères

1. Mobilité	 Pas concerné	11 
2. Utilisation du sol	 Pas concerné	11 
3. Qualité de l'air extérieur et intérieur	 Pas concerné	11 
4. Cadre de vie et espace public	 Favorable avec réserves	11 

## Évaluation de l'impact

La loi vise notamment à la promotion du bilinguisme et permettra de mettre en valeur le patrimoine linguistique du canton. En fonction du choix de la commune, il y a une risque sur l'accessibilité aux biens mais aussi la potentielle promotion du bilinguisme au niveau local. Les communes bilingues recevront un soutien financier pour promouvoir ce bilinguisme.



## Recommandations et observations

Importance du soutien du délégué cantonal au bilinguisme.

5. Énergie	 Pas concerné	7 
6. Changements climatiques et risques	 Pas concerné	13 
7. Diversité biologique et espace naturel	 Pas concerné	15 
8. Qualité du sol et de l'eau	 Pas concerné	6 
9. Création de richesse	 Favorable	8 


## Évaluation de l'impact

Le positionnement bilingue peut être un atout attractif pour attirer des acteurs économiques et les habitants. En promouvant le bilinguisme, les contraintes linguistiques sont diminuées pour les entreprises fribourgeoises.

10. Conditions cadre pour l'économie	 Favorable	9 
--------------------------------------	---	---

## Évaluation de l'impact

La sensibilisation au bilinguisme permet des conseils et services aux entreprises améliorés et un plus grand soutien politique.

11. Résilience économique	 Pas concerné	8 
---------------------------	--	---

## 12. Compétitivité de l'économie et innovation



Favorable

9



### Évaluation de l'impact

Le fait de favoriser les contacts entre régions linguistiques encourage l'innovation et l'échange d'approche.

## 13. Consommation de ressources



Pas concerné

12



## 14. Formation et éducation



Favorable

4



### Évaluation de l'impact

L'intention est de favoriser la bonne entente entre les deux communautés linguistiques vise à favoriser l'insertion sociale et professionnelle. Le projet permet de clarifier la situation des communes et le positionnement face aux habitants et la cohérence dans leurs actions. Le fait de clarifier le statut bilingue d'une commune, lui permet d'affirmer une politique allant dans le sens du bilinguisme vécu.

## 15. Égalité des chances



Favorable

10



### Évaluation de l'impact

La protection des minorités (linguistiques) prévues dans la Constitution est concrétisée par cette loi, notamment l'accès aux documents et informations bilingues officiels. Le fait de clarifier son statut accompagne une plus grande clarté dans certains processus qui implique la connaissance de l'une ou l'autre langue (ex: exigences pour la naturalisation). Cette loi pose une base légale pour que chaque collaborateur.trice puisse s'exprimer dans la langue de son choix dans des situations informelles.

### Recommandations et observations

Au niveau cantonal, la loi pourrait aussi encourager à améliorer la communication avec les citoyen.e.s.

## 16. Cohésion sociale



Favorable

10



### Évaluation de l'impact

La loi vise à favoriser le statut de communes bilingues et donc l'octroi de droits identiques aux deux communautés linguistiques.

### Recommandations et observations

Il y a un risque de certaines tensions sociétales, d'où l'importance d'une communication active et de mesures d'accompagnement et la prise en compte des sensibilités et des peurs. Le rôle du/de la délégué.e au bilinguisme sera très important dans cet accompagnement ainsi que l'obtention des ressources nécessaires.

## 17. Santé et prévention



Pas concerné

3



## 18. Culture, sport et loisirs



Favorable

3



### Évaluation de l'impact

La loi soutient clairement l'encouragement de la diversité culturelle et une offre culturelle bilingue.

### Recommandations et observations

Etre attentif à attribuer les moyens nécessaires.

## 19. Gestion publique



Moyen

16



### Évaluation de l'impact

La loi entraîne d'un côté, certains coûts de soutien, d'accompagnement et d'élaboration de textes dans les deux langues, mais d'un autre côté favorise un dynamisme du tissu économique donc de potentielles entrées fiscales supplémentaires.

## 20. Gouvernance et partenariat



Favorable

16



### Évaluation de l'impact

La loi favorise l'accès à l'information, à la participation et à la vie démocratique. Assure la mise en place de politiques publiques cohérentes concernant les langues. La transparence est renforcée grâce à la clarté du statut choisi. La loi permet également une stabilité sur le statut choisi et prévisibilité. La loi garantit aux communes la plus grande autonomie possible en les laissant se positionner sur leur statut linguistique, tout en garantissant le principe de territorialité des langues à l'échelle cantonale.

# Check-list gestion de projet

**Analyse de la situation initiale**

---

**Conception de la stratégie du projet**

---

**Réalisation et suivi**

---

**Évaluation**

---



# Références

## 17 ODD Agenda 2030

---



Pas de pauvreté



Faim «zéro»



Bonne santé et bien-être



Éducation de qualité



Égalité entre les sexes



Eau propre et assainissement



Énergie propre et d'un coût abordable



Travail décent et croissance économique



Industrie, innovation et infrastructure



Inégalités réduites



Villes et communautés durables



Consommation et production responsables



Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques



Vie aquatique



Vie terrestre



Paix, justice et institutions efficaces



Partenariats pour la réalisation des objectifs